

aux écoles publiques les taxes prélevées annuellement pour contrer les obligations prises par les commissaires de l'école blique lorsque la propriété appartenait à un supporteur écoles publiques. (P.S. Act, sec. 4, et Sep. Sch. Act sec. 42 (

(2) Ecoles séparées.

1o. Taxes prélevées par les commissaires.

Le conseil municipal doit collecter des supporteurs des écoles séparées résidant dans une section scolaire les argentés par les commissaires de cette section.

2o. Qui paie taxes aux écoles séparées ?

Pour pouvoir être supporteur d'une école séparée, il faut

(a) Etre catholique (Sep. Sch. Act, sec. 42).

(b) Demeurer à trois milles à vol d'oiseau, d'une école

séparée (sec. 43).

(c) Si l'on a déjà été contribuables des écoles publiques, donner un avis initial écrit au greffier municipal le ou avant le 1er mars de l'année où l'on veut devenir supporteur des écoles

séparées (sec. 42).

(d) Les taxes d'un supporteur des écoles séparées vont l'école séparée la plus rapprochée par les chemins, sans considération des limites des sections scolaires, des cantons ou des municipalités et des comtés. (Sec. 44 as amended by 3 Ed. V. Ch. 34, sec. 4).

(e) Un supporteur des écoles séparées qui désire devenir supporteur des écoles publiques doit en donner avis par écrit au greffier municipal avant le second mercredi de janvier (sec. 47 (1)).

(f) Si des catholiques sont actionnaires dans une compagnie, les directeurs de cette compagnie peuvent, à leur discrétion, passer une résolution de donner avis au greffier municipal d'entrer au cadastre comme payant taxes aux écoles séparées cette partie de leur évaluation qui a le même rapport à l'évaluation totale de la compagnie que le montant des actions qu'il possède les actionnaires catholiques a au capital total de la compagnie. Le reste des propriétés et les propriétés de toutes les autres compagnies, fussent elles d'utilité publique, sont entrées au cadastre comme payant taxes aux écoles publiques (Sec. 54 as amended by Ed. VII. Ch. 24, sec. ).

(g) Si une propriété passe d'un supporteur des écoles séparées à un supporteur des écoles publiques, cette propriété n'est plus entrée au cadastre comme payant aux écoles séparées cette partie de la taxe prélevée annuellement pour rencontrer les obligations prises par les com-